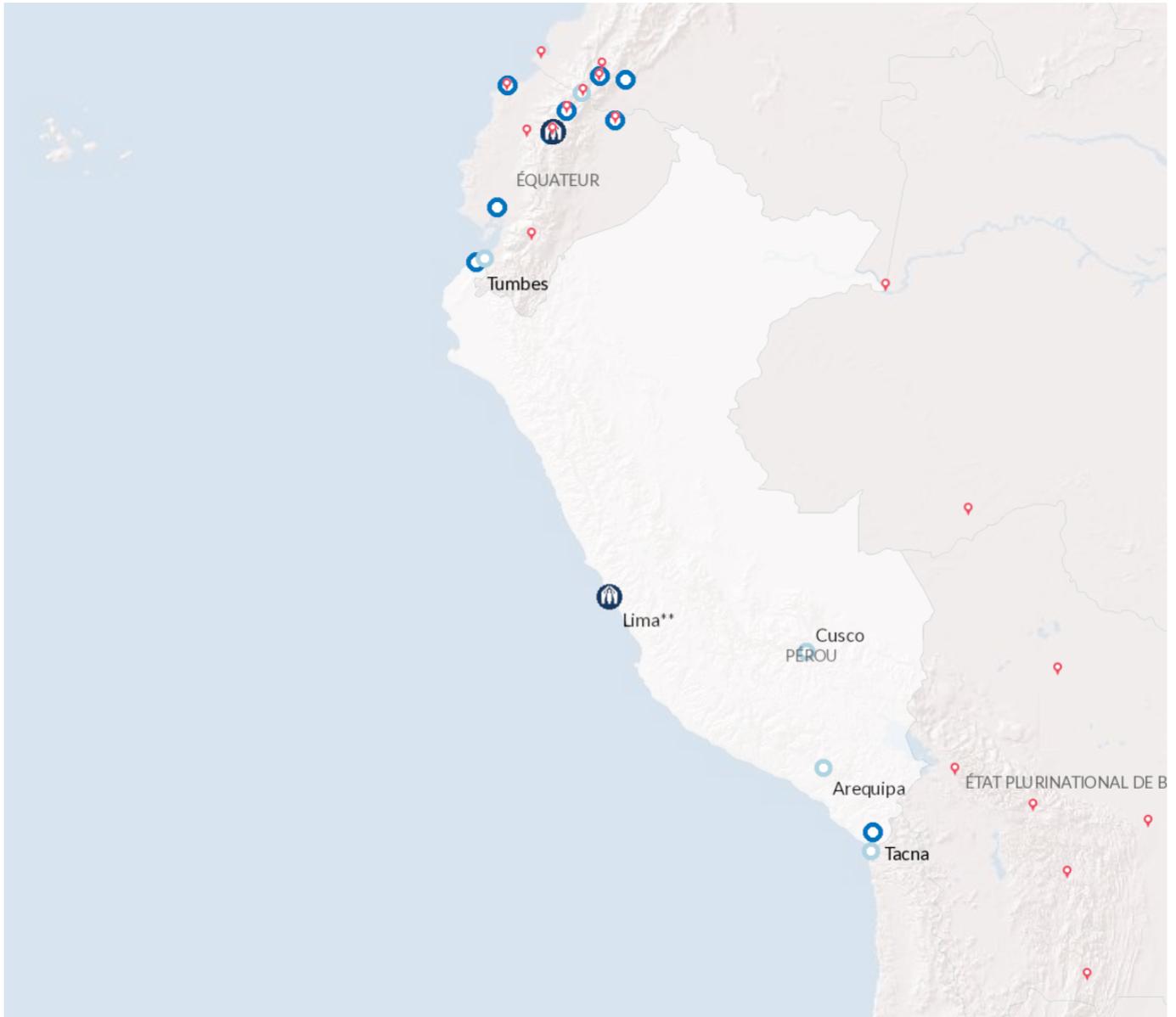


Rapport de fin d'année 2019

7/9/2020

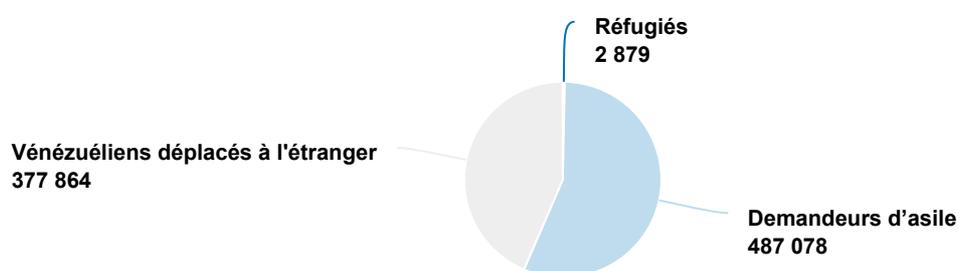
Opération: Pérou



Personnes relevant de la compétence du HCR

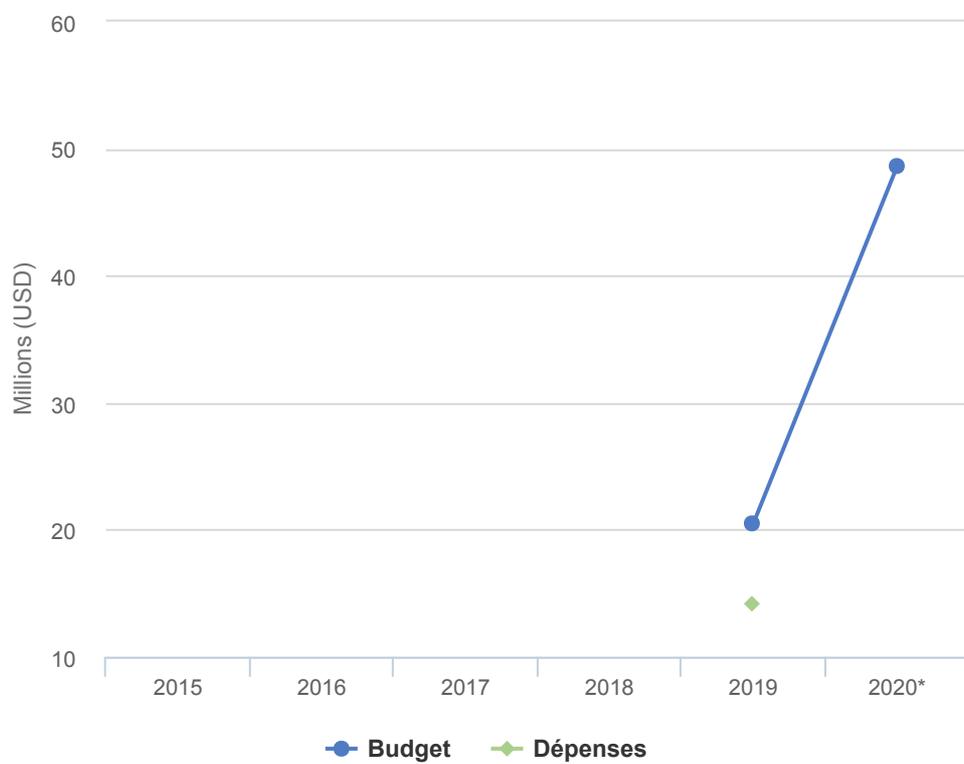
2019

867,821



■ Réfugiés ■ Demandeurs d'asile
■ Vénézuéliens déplacés à l'étranger

Budgets et Dépenses - Pérou



Contexte opérationnel

Le Pérou a été l'un des premiers pays de la région à introduire une voie complémentaire légale pour les Vénézuéliens en 2018, un permis de séjour temporaire (ou PTP d'après son acronyme espagnol). L'introduction d'un visa humanitaire obligatoire pour les Vénézuéliens en juin 2019 a néanmoins causé une augmentation du nombre d'entrées irrégulières pendant le deuxième semestre de l'année. La procédure pour demander l'asile à la frontière a aussi été révisée et les demandeurs d'asile ont dû en conséquence attendre jusqu'à 30 jours à la frontière pour obtenir une décision.

Le Pérou est certes resté un pays hôte important pour un grand nombre de réfugiés et migrants, mais les attitudes négatives à leur égard ont été un thème central des discours publics en 2019, ce qui a eu des conséquences sur l'espace de protection dans le pays.

Tendances démographiques

Fin 2019, le Pérou avait accueilli plus de 867 800 réfugiés et migrants vénézuéliens (dont 67% de femmes et d'enfants), ce qui en fait le deuxième pays de destination des Vénézuéliens. C'est aussi le pays qui avait reçu le plus grand nombre de demandes d'asile de la part de Vénézuéliens dans le monde, avec un total de près de 487 100 demandes d'asile présentées à la fin de l'année. À peine 1230 Vénézuéliens ont été reconnus comme réfugiés en 2019.

Le pays abrite également un nombre plus modeste de demandeurs d'asile et de réfugiés principalement originaires de Colombie, de Cuba, de Haïti et du Yémen.

À la fin de l'année, plus de 432 000 personnes bénéficiaient d'un permis de résidence temporaire (PTP) et 133 000 avaient d'autres permis migratoires.

Chiffres clés

- 48 000 personnes ont reçu des articles de secours essentiels, comme de l'eau, des couches, du papier toilette, des barres énergétiques, des biscuits salés, de la crème solaire et des produits antimoustiques.
- 15 000 réfugiés et migrants vénézuéliens ont reçu des aides en espèces et des bons d'achat pour couvrir leurs besoins essentiels.
- 11 000 consultations médicales ont été assurées pour des personnes relevant de la compétence du HCR à Arequipa, Lima, Puerto Maldonado, Tacna et Tumbes.
- 7500 personnes relevant de la compétence du HCR ont été touchées par six cycles de suivi de protection, qui comprenaient la distribution d'informations et l'orientation vers des services spécialisés selon leurs besoins.
- 400 femmes, hommes et enfants vivant avec le VIH ont été adressés aux services de santé nationaux spécialisés.
- 68 organisations ont activement participé à des réunions régulières de la plateforme interagences de réponse nationale aux Vénézuéliens.

Principales réalisations

- Le HCR a continué de répondre à la situation d'urgence aux frontières où près de 280 000 personnes ont reçu des soins de santé d'importance vitale, des abris, des articles de secours essentiels et des aides en espèces pour répondre à leurs besoins essentiels.
- Le HCR a aidé le Gouvernement à établir un nouveau système d'enregistrement des demandeurs d'asile par la fourniture d'un logiciel, de cartes d'identification et de personnel supplémentaire. Plus de 53 000 demandeurs d'asile ont reçu un document d'identification, qui leur a facilité l'accès aux services.

- Plus de 36 000 Vénézuéliens ont obtenu des informations de base ainsi que des conseils juridiques et sociaux, au centre frontalier binational (CEBAF) à Tumbes et dans cinq autres centres d'orientation à Lima.
- Pour faciliter les moyens de subsistance et l'inclusion, près de 300 personnes ont bénéficié de formations professionnelles et à l'entrepreneuriat, alors que 200 petites entreprises ont reçu un capital de démarrage. Le HCR a soutenu la procédure de reconnaissance des diplômes universitaires d'une centaine de professionnels de santé vénézuéliens.
- Plus de 16 000 individus ont été touchés par des activités d'inclusion sociale dans le cadre de la campagne #TuCausaEsMiCausa, visant à atténuer l'impact de la xénophobie.

Besoins non satisfaits

- Fin 2019, l'opération était financée à hauteur de 74%.
 - En raison des financements limités, à peine 13% des ménages ayant besoin d'une assistance ont reçu des aides en espèces ou des articles de secours.
 - Également du fait du manque de fonds, le HCR n'a pas été en mesure de soutenir la scolarisation des enfants de moins de cinq ans dans le système éducatif national, ce qui a eu pour effet de les exposer davantage à des mécanismes d'adaptation négatifs et à d'autres risques pour leur protection. Seulement 6% des enfants à risque identifiés par les autorités locales ont obtenu un soutien adapté dans des structures d'accueil alternatives.
-